Introduction au rapport d'activité du CNRS de 1969

Bruno Marnot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-cnrs/593>

DOI : 10.4000/histoire-cnrs.593

ISSN : 1955-2408

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 5 mai 2004

ISBN : 978-2-271-06145-4

ISSN : 1298-9800

Référence électronique

Bruno Marnot, « Introduction au rapport d'activité du CNRS de 1969 », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], 10 | 2004, mis en ligne le 06 novembre 2006, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/593> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-cnrs.593>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

Comité pour l'histoire du CNRS

Introduction au rapport d'activité du CNRS de 1969

Bruno Marnot

- 1 Le rapport d'activité est l'autobiographie d'une organisation, ses annales en quelque sorte, puisque la totalité de sa raison d'être s'y trouve consignée, à échéance régulière, à la fois dans sa totalité et ses parties. Elle équivaut pour une institution publique comme le CNRS au compte rendu de séance d'un conseil d'administration ou bien aux procès-verbaux d'une commission parlementaire. L'institution se raconte. La façon dont un rapport d'activité rend compte de l'histoire d'un organisme est en soi digne d'intérêt. Le fond n'est pas, en définitive, si distinct de la forme, le contenu du contenant. Au fil d'une histoire déjà relativement longue, le CNRS n'a pas échappé à la pression des circonstances ou des modes qui ont fait évoluer la présentation de son rapport d'activité selon des canons esthétiques qui ont largement autant compté dans l'esprit de ses concepteurs que les critères scientifiques et de clarté. De la mise en page au choix des couleurs dominantes, de l'option pédagogique très détaillée des années 1970 à la valorisation de la communication lapidaire dans les années 1990, on perçoit aisément des évolutions qui cherchent à chaque fois à traduire l'identité d'une institution à l'écoute, autant que faire se peut, de son époque.
- 2 Les introductions, comme l'ensemble du rapport, n'ont pas été épargnées par les maquettes successives. La densité de leur propos s'est amenuisée au fil des dernières éditions, ce qui est regrettable dans la mesure où une introduction a pour fonction principale de délivrer le sens général d'une action, en rappelant les faits marquants de l'exercice écoulé et les orientations à venir. Institution publique, le CNRS doit naturellement rendre des comptes à la nation qui est sa principale pourvoyeuse de fonds et pour laquelle il travaille. C'est au moins la justification théorique du rapport. Dans les faits, il s'adresse avant tout aux autorités de tutelle du CNRS, qu'il s'agisse du ministère concerné, auquel il faut ajouter à la fin des années 1960, des organes importants, bien que de plus en plus controversés, comme la DGRST et le CCRST. La présentation d'un rapport annuel d'activité formalisé remonte à 1951, c'est-à-dire qu'il s'est inscrit dans la foulée des décrets refondateurs du CNRS de 1945 et de 1949. Comme

l'indique l'auteur de l'introduction, qui n'est autre que le directeur général, le rapport est présenté, de façon presque immuable, en deux parties, la première revêtant la forme d'une synthèse préparée par les services centraux, la seconde étant de la main de chacune des sections qui rendent compte de leur activité scientifique. Le rapport est publié dans le courant de l'année qui suit celle dont l'activité est retracée, ce qui explique que l'introduction au rapport de 1969 fasse allusion à des décrets promulgués au début de l'année 1970. Tous les rapports n'ont pas la même importance. Aussi la lecture des introductions est-elle précieuse car celles-ci donnent le ton.

- 3 Celle de 1969 constitue un document d'importance car elle montre que le CNRS amorce un virage dans plusieurs domaines de son activité. Rappelons d'emblée que le Centre est devenu au cours des années 1960 un organisme gigantesque, bien pourvu en hommes et en deniers publics, outil d'une recherche fondamentale au service de la puissance française, comme le voulaient les caciques de la République gaullienne. Institution dévolue aux *desiderata* du pouvoir, le CNRS a dû également essuyer les remises en cause de mai 1968 qui n'ont pas manqué d'ébranler un peu plus certaines certitudes scientifiques déjà chancelantes au sein d'une partie de la communauté savante. Par ailleurs, l'introduction du rapport traduit à sa manière le changement de climat politique et, de manière implicite, la nouvelle donne économique. Le départ du général de Gaulle et l'élection de son ancien Premier ministre, Georges Pompidou, à la magistrature suprême fut en effet plus qu'un simple passage de témoin. En plusieurs domaines, le nouveau président de la République a infléchi l'œuvre de son illustre prédécesseur. Le cap de sa politique économique est fixé dès sa première conférence de presse lorsqu'il rappelle que « le premier objectif économique est de faire de la France un véritable pays industriel [...], de donner à l'économie française une dimension internationale ». Certes, la « haute croissance » semble durer indéfiniment et la France fait figure de proue parmi les pays développés. De 1968 à 1973, le pays a enregistré la plus forte croissance industrielle d'Europe, au rythme de 6,3 % par an. L'investissement français connaît l'un des taux les plus élevés de tous les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), intensément sollicité, il est vrai, pour compenser la baisse sensible de rentabilité du capital et celle de la productivité depuis 1966-1968. C'est un signal inquiétant auquel il faut ajouter la surchauffe inflationniste qui a ébranlé le V^e Plan (1966-1970) et s'est traduite par la dévaluation de 1969. De cette inflexion conjoncturelle, deux conséquences ont été tirées. La première est que si la « croissance industrialisante » a reposé en partie sur le dynamisme de la demande intérieure, les facteurs exogènes ont été en définitive plus décisifs : ce fut l'ouverture progressive de l'économie française au monde industrialisé qui fut déterminante. Aussi saisit-on mieux l'obsession pompidolienne de la compétitivité de l'industrie française : si les échanges avec les autres pays développés sont le véritable moteur de la croissance nationale, l'industrie est contrainte de renforcer ses avantages comparatifs. La deuxième conséquence est qu'une industrie mieux armée dans une économie libéralisée doit s'accompagner d'une intervention sans doute moins envahissante mais plus efficace de l'État. On comprend mieux dès lors le sens de l'apologie dont les nouvelles technologies (électronique, informatique, nucléaire civil) font l'objet et vers lesquelles l'industrie française doit s'engager résolument. Cette vision d'une industrie dynamique portée par l'innovation permanente n'est pas sans conséquences sur les conceptions que Georges Pompidou nourrit à l'égard de la recherche. Un décret de 1969 a d'ailleurs fort symboliquement transformé le ministère de la Recherche en ministère du Développement industriel et

scientifique. De manière plus fondamentale, il faut bien reconnaître que le scepticisme né du succès en demi-teinte des « grands programmes » liés à la politique industrielle du général de Gaulle a conduit à réviser l'ensemble de la politique de recherche, sensible dès la mise en plan du VI^e Plan (1971-1975). L'introduction au rapport d'activité de 1969 porte la trace de ces nouvelles orientations.

L'après-1968 au CNRS

- 4 Au CNRS, les grandes réformes administratives annoncent souvent un changement d'époque. Sans prendre le caractère décisif des textes de 1959, 1966 ou 1982, le décret de 1970 donne cependant une inflexion nouvelle à l'organisation du Centre. Il se situe à la fois dans le sillage des décrets de 1966 et des répercussions de mai 1968 au CNRS. Les décrets du 31 mars 1966 avaient affermi la position de la direction par rapport au « parlement de la science » que constitue le Comité national. À ce titre, deux innovations majeures avaient été introduites. La première résidait dans la création d'un collège de six directeurs scientifiques nommés, « composé, comme l'indique le décret, de personnalités scientifiques hautement qualifiées qui apportent de façon permanente et à plein temps leur concours ». La création de cet état-major scientifique signifiait que le directeur général assumait désormais pleinement la responsabilité scientifique du Centre, éclairé par des experts dans chacun des grands « fronts de la science » que le CNRS avait pour mission de faire progresser simultanément. À terme, ce collège allait aussi constituer un vivier de futurs directeurs généraux. La deuxième innovation relevait de la mise en place d'un « exécutif bicéphale », pour reprendre l'expression de Gérard Druesne, avec l'institution d'un directeur administratif et financier (DAF). Celle-ci résultait indirectement des critiques adressées à l'encontre de l'incompétence des chercheurs du Centre en matière de gestion des deniers publics, eu égard à la distorsion apparente entre les coûts et les résultats obtenus. Le directeur général présidait enfin un comité de direction, composé du directeur administratif et financier et des six directeurs scientifiques. Ce comité, chargé de prendre les décisions majeures, n'était donc pas une émanation du Comité national, mais constituait un comité restreint d'experts nommés par le pouvoir exécutif, à la compétence reconnue dans leurs domaines respectifs. À cet égard, le comité de direction s'apparentait bien à l'apparition d'une technocratie à la tête du CNRS.
- 5 Le Comité national et son organe exécutif, le Directoire, avaient été les grands perdants de cette réforme. Le premier s'était montré incapable de proposer une politique scientifique globale qu'il était chargé de formuler depuis 1959 par l'intermédiaire d'un rapport national de conjoncture. Celui-ci se résumait en fait à un catalogue de revendications par disciplines, qui échouait de fait à dégager des priorités. Le rapport de conjoncture quinquennal de 1969 fait donc partie des attributions traditionnelles du Comité national. De toute manière, la pratique gaullienne du pouvoir préférait au parlementarisme bavard des équipes restreintes mais efficaces, composées d'experts qui étaient en même temps des hommes de confiance. Si le Directoire demeurait, pour sa part, l'organe de synthèse du Comité national et l'instance où étaient entérinées les décisions scientifiques du Centre (création des laboratoires propres et des différentes formations de recherche, nominations des personnels de recherche), il ne comptait plus que six représentants au conseil d'administration où son influence n'avait cessé de se réduire.
- 6 La crise de mai 1968 pouvait apparaître comme l'occasion idéale de s'insurger contre cette situation nouvelle. En fait, elle ne s'exprima pas par une revendication des

mandarins de la science contre les administrateurs de la recherche proches du pouvoir. Comme dans le reste de la société, le mouvement provint de la base de la communauté scientifique. Néanmoins, le CNRS ne connut pas les secousses de l'Université car l'organisme avait depuis longtemps organisé les responsabilités aux échelons intermédiaires et répondait à un fonctionnement démocratique, comme le prouve l'insignifiance des « jacqueries anti-mandarinales¹ ». Ceci explique que le CNRS ait été exclu de la loi d'orientation d'Edgar Faure et que le principal résultat des événements soit le décret du 28 janvier 1970 qui amende quelques structures essentielles de l'organisme. Ainsi deux personnalités qualifiées pour leur compétence en matière de recherche appliquée sont-elles nommées au conseil d'administration. Cette nouveauté traduit les préoccupations technologiques du pouvoir pompidolien. Le décret accroît surtout la représentation des différentes catégories de personnel au sein du Directoire. Cette mesure vise à satisfaire la principale revendication exprimée par la base et que Pierre Jacquinot exauça en créant une instance élargie du Directoire, le Comité central provisoire. Il est vrai que les chercheurs n'avaient pratiquement pas été représentés au Directoire avant 1963. Le Directoire était l'émanation du Comité national de la recherche scientifique qui lui délégait son pouvoir décisionnaire. Le décret du 13 avril 1962 avait déjà contraint les membres du Comité national à choisir parmi les chercheurs au moins trois des douze membres du Directoire. Quatre furent nommés en 1963, cinq en 1967². Le Directoire comprenait désormais vingt-cinq membres au lieu de douze, dont dix nommés, mais pas nécessairement tous issus du Comité national.

- 7 La nouvelle définition des corps électoraux du Comité national participait également du processus de démocratisation accrue de l'organisme. Le décret d'application du 11 juin 1949 avait précisé pour la première fois la formation du Comité national. Un tiers de ses membres était nommé par le ministre de l'Éducation nationale sur proposition du directeur et deux tiers sur proposition d'un corps électoral, formé de deux collèges distincts. Les élus, divisés en deux catégories, A et B, en fonction de leurs grades, sont répartis selon les différentes sections, elles-mêmes distribuées entre groupes. Le Comité national était désigné pour une durée de six ans, puis quatre ans à partir de 1953. Chaque groupe devait se réunir au moins deux fois par an, en mai-juin puis en octobre-novembre. Ces principes de base du fonctionnement du Comité national demeurèrent à peu près inchangés par la suite. Ce qui fut, en revanche, contesté, c'est l'inégale représentation entre les enseignants-chercheurs de l'Université et les chercheurs du CNRS. Ces derniers souffraient non seulement de leur faiblesse démographique par rapport aux premiers, mais aussi d'une sous-représentation dans le collège A qui incluait l'élite du monde scientifique (professeurs, directeurs de recherche au CNRS, maîtres assistants de faculté et maîtres de recherche au CNRS). Quant au personnel administratif et technique, il ne figurait même pas dans le collège B. La réforme de 1970 résout cette anomalie³. Cette dernière catégorie connaît ainsi une amélioration de son statut à la faveur du décret du 6 mars 1970 qui lui confère sa dénomination officielle d'ingénieurs-techniciens-administratifs (ITA). Sa reconnaissance avait eu lieu grâce à un premier décret du 28 mai 1952 et la situation des ITA s'était renforcée tout au long des années 1960, en bénéficiant, plus encore que les chercheurs – plus 142 % entre 1960 et 1969 contre plus 93,5 % –, de la montée en puissance de l'effectif du personnel. Le CNRS compte en 1970, 9 705 ITA pour 6 397 chercheurs, soit une fois et demi plus de collaborateurs techniques.
- 8 Le décret du 28 janvier 1970 donne enfin la possibilité de créer des sous-sections au Comité national, ainsi que des comités intersections. L'idée n'est pas nouvelle en 1969,

puisqu'elle faisait déjà partie des plans de Frédéric Joliot lorsqu'il imagina la refondation du CNRS à la Libération. Le Comité directeur – première appellation du Comité national – institué le 21 juin 1945 était, en effet, divisé en 33 sections spécialisées, à côté desquelles prenaient place des commissions interdisciplinaires dont la mission était de réfléchir aux applications de la science dans les domaines d'avenir. Dans l'esprit de Frédéric Joliot, ces commissions travaillant sur objectif étaient appelées à prendre une place prépondérante par rapport aux sections par disciplines qui portaient trop l'empreinte universitaire⁴. En fait, elles ne parvinrent pas à s'imposer face aux sections et disparurent prématurément en 1949. Le décret du 9 décembre 1959 modifié préconisa leur rétablissement. Le principe des comités intersectoriels consiste, selon une conception moderne de la science, à développer l'esprit d'interdisciplinarité au sein du CNRS. Or, l'atomisation du Comité national se situait à contresens de l'évolution générale de la planification de la science qui imposait de multiplier les collaborations entre disciplines scientifiques. De fait, la recherche interdisciplinaire, de même que les domaines naissants ou marginaux, étaient nettement désavantagés.

- 9 L'institution de commissions transversales est à nouveau fortement ressentie à la fin des années 1960 sous l'impulsion de nouvelles théories relatives aux modalités et aux finalités de la recherche scientifique. Leur renaissance fut pourtant lente à venir. Il faudra attendre en fait le rapport Bernard de 1973, qui insista sur leur bien-fondé, pour qu'émergent, au cours des années suivantes, des comités sectoriels et des comités thématiques, comprenant entre douze et vingt-quatre membres désignés par les sections du Comité national, auxquels s'ajoutent un ou plusieurs directeurs scientifiques et un représentant du Directoire. Toutefois, à la différence des expériences antérieures, la logique scientifique de ces comités se double, à partir de 1970, d'une logique financière et opérationnelle, comme le suggère l'expression de « gestion plus souple et plus efficace de certains moyens ». La renaissance des comités thématiques prend tout son sens avec la mise en place d'une nouvelle politique de la science.
- 10 Il ressort des décrets de 1970 une volonté d'approfondir la démocratie interne au CNRS. La direction n'est pas pour autant ressortie affaiblie des événements. Le changement de direction n'en est aucunement une conséquence mais correspond au simple souhait du directeur général, exprimé depuis longtemps, de mettre fin à ses fonctions à la date qu'il avait choisie. C'est en effet le 15 octobre 1969 que Pierre Jacquinot, l'homme des réformes de l'ère de Gaulle, qui avaient accompagné la montée en puissance de l'organisme, a cédé sa place à Hubert Curien. Comme l'écrit Jean-François Picard, la passation de pouvoir s'est effectuée entre le dernier représentant de la « vieille école de l'excellence » et l'un des premiers « managers de la science⁵ ». Hubert Curien est le premier d'une génération de directeurs généraux fortement imprégnés de la conception utilitariste anglo-saxonne de la science. Robert Chabbal, qui lui succède à la direction scientifique de la physique, partage les mêmes convictions. Ancien « sage » du Comité consultatif de la recherche scientifique, il s'affirmera également comme un grand administrateur de la science, portant son projet de Pirdes sur les fonts baptismaux en 1975, avant de devenir lui-même directeur général de 1976 à 1979. Plus qu'un changement de tête, s'est, en réalité, produite la substitution d'une équipe à une autre, en même temps qu'un nouvel esprit. Au duo Pierre Jacquinot-Claude Lasry succède le couple Hubert Curien-Pierre Creyssel qui, par rapport à ses prédécesseurs, introduit un nouveau type de direction, davantage inspiré des méthodes de management modernes. Le nouveau directeur général, Hubert Curien, a fait partie du

premier collègue des directeurs scientifiques en 1966, au titre de la physique. Quand il accède à la fonction suprême, il est donc un homme rompu à l'administration de la recherche, intégré depuis longtemps dans les structures de décision, au plus haut niveau, de l'organisme. Le nouveau directeur administratif et financier, Pierre Creysse, est, en revanche, étranger à l'institution. C'est un homme du Conseil d'État, qu'il a servi comme auditeur puis comme maître des requêtes, avant de devenir le directeur de cabinet de quatre ministres successifs. Auprès d'Olivier Guichard, il a notamment travaillé sur la loi référendaire de 1969 relative à la décentralisation. Personnage brillant et de caractère, il s'est rapidement imposé au sein de l'institution comme le double, et non l'ombre, d'Hubert Curien. Les réformes réalisées à partir de 1970 portent leur double empreinte.

La politique scientifique : le changement dans la continuité

- 11 Ces réformes concernent avant tout la politique de la science, faite de continuité et d'orientations nouvelles. La nouvelle équipe doit, tout d'abord, assumer l'héritage des créations décidées antérieurement et venues au jour dans le courant de l'année 1969. C'est, en particulier, le cas de l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules (IN2P3) qui est le deuxième institut national fondé au sein du CNRS, après l'Institut national d'astronomie et de géophysique (Inag), né en 1967, au terme d'un processus de cinq ans. Ces deux instituts ont la particularité d'être dotés de budgets autonomes. L'Inag avait été imaginé, sur le modèle du Cnes, comme une agence d'objectifs, ne possédant pas de laboratoires propres mais définissant des programmes à des laboratoires choisis sur concours. La démarche qui a présidé à la création de l'IN2P3 est quelque peu différente puisque cet institut national doit assurer la gestion des laboratoires qui lui sont rattachés. En outre, la naissance de l'IN2P3 fut plus difficile en raison des divergences autour de la construction ou non d'un nouvel accélérateur de particules que certains rêvent de lui affecter. Le débat n'est pas clos en 1970 et, contrairement à ce qu'annonce l'introduction au rapport d'activité, la promulgation des statuts va prendre du retard. Le décret sera publié seulement le 14 avril 1971⁶.
- 12 Cependant, la grande ambition de la nouvelle équipe consiste surtout à développer la recherche sur contrat, soit par la formule des laboratoires associés, soit en approfondissant le modèle des recherches coopératives sur programmes⁷. L'idée maîtresse est la même dans les deux cas : sélectionner des équipes en fonction de leur dynamisme, de leurs compétences et de leurs résultats. C'est la raison pour laquelle Hubert Curien entend poursuivre la politique des contrats d'association. La formule des laboratoires associés (dits LA) avait été imaginée par Pierre Jacquino dans le but de rationaliser les moyens que le CNRS octroyait à l'Université. Une convention d'association imposait aux équipes universitaires de présenter un programme d'activité en contrepartie d'un engagement budgétaire de la part du Centre pour une durée de quatre ans. Le principe d'évaluer l'activité des laboratoires était révolutionnaire pour le monde universitaire, mais la formule étrennée en 1966 connut un engouement immédiat, en raison des capacités financières qu'elle donnait à la recherche. Face à ce succès, le processus fut élargi aux équipes plus petites qui bénéficièrent, dès l'année suivante, du label voisin d'équipes de recherches associées (ERA). Comme la direction des LA et des ERA était réservée aux professeurs d'université, le CNRS décida de doter le CNRS d'unités propres, « groupes de recherche » (GR) et « équipes de recherche », qui étaient le pendant de leurs homologues universitaires.

- 13 La logique de programmation et de sélection des équipes est également celle qui prévaut avec le principe des actions thématiques programmées (ATP) qui représentent la principale innovation de la nouvelle équipe dirigeante en matière de politique scientifique, bien qu'elles aient été imaginées en concertation avec Pierre Jacquinot et représentent, à cet égard, le testament scientifique de l'ancien directeur général. Mais il est vrai que l'introduction au rapport d'activité de 1969 en est la première mention officielle⁸. Les ATP deviennent rapidement la vitrine scientifique de la nouvelle direction, bien qu'elles procèdent aussi d'un héritage ancien. Leur parenté avec, d'une part, les recherches coopératives sur programme (RCP) lancées au CNRS en 1963, et, d'autre part, les « actions concertées » de la DGRST, nées en 1961, est évidente. La différence, de taille, avec les premières réside dans le fait que les ATP doivent être en phase avec les orientations générales de l'économie française. Leur singularité par rapport aux secondes est liée à l'orientation exclusivement « fondamentaliste » des ATP alors que les actions concertées représentent davantage un compromis entre diverses tendances de la science française. Les ATP ont été directement suscitées par les réflexions menées à l'occasion du VI^e Plan et un premier lot sera étrenné en sciences physiques et en chimie, à titre expérimental, à partir de juillet 1971. Selon la définition donnée par la secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Joëlle Lombart-Platet, les ATP sont « des actions coordonnées, axées sur un thème déterminé, et portant sur la réalisation, en plusieurs années, d'un programme⁹ ».
- 14 Les ATP constituent tout d'abord un faisceau de thèmes mis à l'affichage et soumis plusieurs années à l'avance à l'enchère des mieux offrants. Les sujets ont été dégagés par le monde scientifique lors des travaux préparatoires du Plan. Leur choix relève donc d'une logique de sélection en fonction des orientations générales de l'économie et non plus du critère d'excellence défendu par le Comité national du CNRS. Dans la pratique, l'évaluation et les appels d'offres sont l'apanage de comités d'ATP qui doivent comprendre des spécialistes des différentes disciplines concernées par le sujet. L'ouverture à des équipes extérieures est également la règle, à l'exception des sociétés privées à but lucratif. L'intérêt scientifique d'une ATP est fonction de l'un des quatre critères suivants : l'actualité du sujet de recherche, son caractère encore inexploré, sa fécondité supposée, la position d'excellence de la France dans tel domaine sur le plan international. En outre, les recherches faisant l'objet d'ATP doivent, en règle générale, coordonner l'action de plusieurs laboratoires, voire de disciplines différentes. Une ATP suppose un programme assez vaste qui se décompose en un certain nombre de thèmes de recherche plus précis, chaque équipe de chercheurs se consacrant à une tranche de l'ensemble. À ce titre, Hubert Curien les caractérise fort justement comme des « laboratoires sans murs¹⁰ ». L'une des particularités des ATP est donc de s'affranchir des contraintes du cloisonnement et du morcellement disciplinaires, ce qui constitue précisément l'un des griefs adressés à la structure disciplinaire du Comité national que la mise en place de comités thématiques doit contrecarrer.
- 15 L'autre originalité de ces actions réside dans leur formule de financement, désormais assuré sur une période assez longue grâce au mécanisme du contrat : d'un côté, les laboratoires et les équipes ont la possibilité de formuler leurs propres programmes de recherche et de se mettre en quête des sources de financement, tandis que, d'un autre côté, les comités scientifiques *ad hoc* choisissent les projets qui leur paraissent les plus conformes aux objectifs gouvernementaux. Le principal attrait du contrat est de contourner l'obstacle de l'annualité budgétaire. Le principe d'une programmation

financière à moyen terme est nouveau au sein du CNRS. Il faut rappeler que ce nouveau mode de financement repose sur une nouvelle base institutionnelle et financière, à savoir un décret de 1969 qui, dans la limite de 10 % des dépenses de fonctionnement, permet d'inscrire à un chapitre spécial d'un établissement public à caractère scientifique et culturel des crédits globaux qui n'ont pas été répartis par chapitres lors de la préparation du budget. Le CNRS bénéficie de cette mesure bien qu'il ait conservé son statut d'établissement public administratif. Cette innovation entérine en fait le principe de la fameuse « ligne souple » autorisée au CNRS depuis 1966, dont le but consistait déjà à financer des actions spécifiques de recherche ou à renforcer en cours d'année telle ou telle ligne de dépense. Les crédits consacrés aux ATP croissent à vive allure entre 1971 et 1975, passant d'un montant de 15 millions à 57,9 millions de francs. Leur part, bien qu'infime dans le budget total consolidé du CNRS, double entre ces deux dates avec 0,029 % en 1975 contre 0,014 % en 1971. Fortement présentes dans les sciences physiques, les ATP connaissent également un rapide engouement dans les sciences humaines où l'avènement d'une recherche sur contrat supposant l'accès à l'autonomie financière et à une gestion par objectifs a représenté une véritable révolution¹¹. Toutes Les ATP s'inscrivent évidemment dans le cadre des orientations balisées par la Commission de la recherche du VI^e Plan.

La crise de la recherche au CNRS

- 16 Le tournant scientifique du CNRS, préparé dans la deuxième moitié des années 1960 et accéléré à partir des années 1969-1970, s'inscrit, en réalité, dans le contexte d'une profonde crise de la recherche. Il faut entendre la notion de « crise » dans son acception la plus large pour jauger la portée de ce qui se produit à l'orée des années 1970, c'est-à-dire à la fois un examen critique d'un modèle de politique scientifique et son indispensable mutation afin que la recherche continue d'assurer la légitimité sociale des individus qui sont chargés de l'animer. Les politiques de recherche, menées depuis la fin de la guerre, n'ont pas assez veillé à la rentabilité de la production scientifique, à son caractère spécifiquement innovateur, et ce procès s'adresse plus directement à la priorité qui fut accordée à la recherche fondamentale. Cette interrogation n'est pas l'apanage de la France. Elle a atteint l'ensemble des puissances industrielles du monde libéral, les États-Unis d'abord, l'Europe occidentale ensuite.
- 17 La crise de la recherche fondamentale recouvre à la fois une dimension épistémologique, qui est celle de sa relation à la recherche dite « appliquée », et une dimension axiologique, qui est celle de son utilité concrète dans le processus de développement économique. C'est ainsi que la recherche fondamentale devint l'objet de considérations sur le rapport entre son coût et les résultats tangibles de son action. C'est en quelque sorte son rendement propre qui fut mis sur la sellette. Les États-Unis, qui consacraient alors la plus forte proportion de leur produit national brut (PNB) à la recherche – les fameux 3 % –, furent les premiers à remettre en cause les résultats de la recherche fondamentale¹². L'OCDE, qui avait grandement contribué à développer le concept de « politique de la science », fut également au cœur d'une intense réflexion critique qui aboutit à la publication en 1971 d'un rapport retentissant dirigé par Harvey Brooks sous le titre *Science, croissance et société*. Non seulement les experts du château de la Muette s'attachèrent-ils à démontrer que le modèle linéaire du rapport entre recherche fondamentale et recherche appliquée était entré en crise¹³, mais aussi que la sélection des priorités en matière de recherche devenait capitale, de même que le choix des technologies à favoriser dont l'évaluation devait être désormais mesurée à l'aune du rapport avantages/coûts sociaux. Comme l'écrit François Jacq, l'OCDE a

progressivement opéré un glissement sémantique, depuis la notion de politique de la science vers celle de politique de la recherche et développement qui tend à s'imposer à partir des années 1970. Face à la multiplication des demandes et des besoins, la politique de la science à venir devait comporter une « variété croissante de programmes bien circonscrits et même d'une très grande spécificité ». Cela supposait de la part des organismes de recherche et de tutelle une gestion et une organisation souples, capables de « réagir rapidement aux événements¹⁴ ». Toute la problématique des actions incitatives et concertées, thématiques et programmées, est contenue dans cette dernière proposition.

- 18 L'introduction au rapport d'activité de 1969 est le reflet de ces préoccupations et montre, en creux, que l'avenir de la recherche fondamentale en France, et au CNRS en particulier, est bien posé mais dans une problématique proprement hexagonale. Ce sont en fait les choix scientifiques et industriels des années 1960 qui se trouvent remis en cause. Des réflexions conduites au cours des années 1965-1969, dont certaines thématiques trouvent un prolongement dans les orientations prônées par la commission de la recherche du VI^e Plan, s'est progressivement dégagé un consensus parmi les experts de la chose scientifique : la stratégie des grands programmes a empêché, d'une manière ou d'une autre, la mise en œuvre d'une politique de la technologie civile au coût financier sans doute moins élevé et aux retombées plus importantes et immédiates. L'effort de recherche national doit par conséquent se déplacer de la recherche non orientée vers la recherche-développement industrielle. On comprend mieux alors que, dans cette nouvelle configuration politico-scientifique, la position du CNRS soit fragilisée. Organisme voué à la recherche pure depuis la Libération, le Centre est désormais censé soutenir l'« impératif industriel », pour reprendre la fameuse formule de Lionel Stoléru, qui doit conduire à doubler la capacité productive du pays en dix ans. Cela implique de repenser purement et simplement sa politique de recherche. C'est pourquoi l'année 1969 ressemble-t-elle à un tournant majeur dans l'histoire scientifique et institutionnelle du CNRS, appelé à s'ouvrir davantage sur les attentes multiformes de la société.

L'ouverture à l'économie : un nouveau défi pour le CNRS

- 19 Pour la nouvelle équipe dirigeante, ces attentes sont d'abord celles qui émanent du pouvoir politique et du monde de l'économie. L'introduction au rapport d'activité de 1969 énonce une série de mesures propices au rapprochement de la science et de l'industrie. Le CNRS compte s'appuyer, en premier lieu, sur ce levier institutionnel que constitue l'Agence nationale de valorisation de la recherche (Anvar), une excroissance, à l'origine, d'un service interne au CNRS, le Bureau des brevets, qui prit une certaine importance à partir des années 1960. L'Anvar fut créée par la loi du 3 janvier 1967 dans le but de faire mieux connaître auprès du monde industriel les résultats de la recherche fondamentale. Mais il faut attendre l'année 1969 pour que ses activités démarrent réellement. De l'aveu même d'Hubert Curien, l'Agence fonctionna assez mal à ses débuts, puisque chargée d'étudier tous les « canards boiteux » scientifiques ; elle a été « la joie pour la petite république des faux inventeurs¹⁵ ». Dans le même temps, les firmes industrielles françaises ne considéraient pas le CNRS comme un soutien possible à leur propre expansion. L'effort apporté par la nouvelle direction pour améliorer l'image de l'Anvar aboutira à son détachement du CNRS en 1972. Dotée de moyens financiers accrus, elle assurera alors de mieux en mieux sa mission de soutien à l'innovation au fil des années.

- 20 Cependant, le nouveau directeur général mise davantage sur l'établissement de relations contractuelles et directes avec le monde de l'industrie. Celles-ci prennent plusieurs formes. En premier lieu, l'échange de chercheurs est favorisé par le décret du 19 avril 1969 qui crée un statut pour que, comme il est dit, « les chercheurs puissent être mis, pour un temps limité, à la disposition d'organismes ou d'entreprises, publics ou privés, de nature quelconque, avec possibilité de retour assurée ». Les partenariats avec l'industrie doivent, en deuxième lieu, se multiplier. Les rapprochements seront, en fait, assez difficiles à opérer et la culture anti-industrielle de la communauté scientifique du CNRS n'est sans doute pas étrangère à cela. La première convention signée entre le CNRS et le groupe pétrolier public Elf-Aquitaine interviendra seulement le 21 août 1974. Consistant en une mise à disposition provisoire de chercheurs CNRS dans le groupe pétrolier public, elle passera d'ailleurs complètement inaperçue. Elle servira néanmoins d'événement catalyseur à toute une série de rencontres et d'accords futurs. Le CNRS tentera d'institutionnaliser ses contacts avec le monde industriel à partir de 1973, avec le Comité des relations industrielles (Crin), qui jouera à la fois le rôle d'un organe consultatif, d'un centre d'information et d'une cellule de réflexion. « L'ouverture [...] vers l'industrie a été notre préoccupation constante dès 1970 », rappellera bien des années plus tard Pierre Creysse¹⁶.
- 21 En dernier ressort, les objectifs de la nouvelle politique scientifique imposent au CNRS de combiner le critère traditionnel de l'excellence aux exigences plus récentes de l'« efficacité » et du « rendement économique ». Ces termes ou leurs équivalents constituent en définitive le *leitmotiv* du propos du nouveau directeur général. En ce sens, l'évaluation des laboratoires propres du CNRS revêt une nouvelle dimension. S'ils sont évoqués dans l'introduction au rapport d'activité, c'est bien parce que leur création, leur gestion, mais aussi leur fermeture, relèvent de la seule direction du CNRS qui agit en ce domaine par l'intermédiaire du Directoire. L'idée d'évaluer les laboratoires propres est antérieure à 1969. Elle fut mise en place à la suite des laboratoires associés. L'introduction au rapport d'activité souligne d'ailleurs les bienfaits de l'examen quinquennal, plus communément appelé « tourniquet », mis en place depuis 1967. Confié au Directoire, le « tourniquet » consiste soit à procéder à la reconduction des laboratoires propres, soit à proposer un changement de directeur, ou encore à envisager leur fermeture. Ce dernier cas de figure s'est présenté pour une dizaine de laboratoires propres entre 1967 et 1969, sur les 127 que le CNRS compte alors. On notera cependant qu'en plus du critère de l'excellence, apparaissent ceux de la « nouveauté » ou de l'« originalité », ainsi que celui de la « percée scientifique ou technologique » dans un « domaine précis ». L'évaluation des laboratoires propres doit répondre par conséquent aux nouvelles orientations scientifiques du CNRS.
- 22 Le début des années 1970 correspond ainsi au lancement d'un vaste débat sur les procédures d'évaluation. Le rapport Bernard de novembre 1973 dénoncera les lacunes relatives à l'évaluation périodique des laboratoires propres qui, « de l'avis général, ne reçoit pas toutes les applications qu'il faudrait » et n'empêche pas, en définitive, là aussi la dérive de l'institutionnalisation. Le rapport préconise, à cet égard, de limiter d'une manière absolue la durée d'application du statut de laboratoire propre à sept ou dix ans. À l'issue de cette période, le laboratoire cesserait d'être aidé par le CNRS ou changerait de catégorie, ou bien encore éclaterait en plusieurs équipes¹⁷. En 1974, naîtra le premier laboratoire propre à durée limitée, à savoir le Centre armoricain des socles. Dans les faits, la procédure du « tourniquet » n'a pas connu de véritable remise

en cause. La seule mesure prise en la matière a même conduit à renforcer les prérogatives du Comité national qui, à partir de 1973, s'est vu confier l'évaluation des laboratoires propres en plus de celle des laboratoires associés¹⁸. La politique de coopération scientifique internationale constitue une autre facette de l'évaluation de la recherche conduite au sein du CNRS. Elle est essentielle non seulement pour assurer l'échange d'informations scientifiques et de méthodes de travail avec des partenaires étrangers, mais aussi pour mesurer la qualité de la recherche française dont le Centre prétend être la vitrine. La finalité consiste bien à hisser ou à maintenir les équipes françaises au niveau international, dans un monde où la compétitivité scientifique et technologique est devenue un enjeu majeur. Les liens du CNRS avec l'Académie des sciences de l'URSS sont, du reste, assez anciens. Celle-ci avait servi de source d'inspiration à Frédéric Joliot lorsqu'il présida à la renaissance du CNRS en 1945.

- 23 L'évaluation de la recherche est, en définitive, indissociable du problème de la rationalisation de son financement. Quand le directeur général conclut que « le budget de la nation est de plus en plus sollicité de toutes parts », c'est une façon diplomatique et implicite d'annoncer que la manne financière des années 1960 est en voie de tarissement. L'évolution du budget du CNRS se situe en effet dans un contexte de ralentissement de la croissance des crédits publics depuis les années 1967-1968. Les chiffres fournis par Gérard Druet montrent que le point d'inflexion de la courbe des crédits de recherche-développement se situe après 1968. La dépense brute de recherche et développement (DBRD) a atteint 2,4 % du produit intérieur brut (PIB) à cette date, avant de baisser à 1,96 % en 1969, puis 1,84 % en 1970¹⁹. Le budget du CNRS continue pourtant de croître, puisque son volume passe de 855,4 à 866,2 millions de francs de 1969 à 1970. Mais cette progression n'est qu'apparente en raison du caractère inflationniste de l'économie française. En réalité, calculé en francs de 1999, le budget du CNRS a atteint un pic en 1969, avec 4,9 milliards de francs, avant de connaître pour la première fois depuis longtemps une dépréciation qui le ramène à 4,7 milliards en 1970. S'il est vrai que le Centre ne sera pas le plus lésé parmi les organismes de recherche français au cours des années 1970, la croissance de son budget s'effectuera désormais à un rythme inférieur et plus chaotique qu'auparavant. Le pressentiment d'Hubert Curien est donc fondé : le CNRS est aussi, à partir de 1970, à un véritable tournant budgétaire. Être « convaincant » pour les scientifiques du CNRS signifie qu'ils doivent à la fois démontrer l'utilité du CNRS pour la société et faire un usage plus rationnel des subventions publiques qui ne connaîtront plus jamais le même rythme de croissance.
- 24 En ces années 1969-1970, le CNRS se situe bien à la croisée des chemins. Il est à un tournant de son histoire institutionnelle et scientifique, tout comme il doit repenser sa gestion du personnel et ses rapports avec la société française. La nouvelle « direction bicéphale » est au diapason des réflexions qui émergent ici ou là sur l'avenir de la recherche scientifique et des organismes chargés de l'animer. Les propos tenus par le nouveau directeur général dans l'introduction au rapport d'activité 1969 préfigurent tout autant la réflexion sur l'organisation et la planification de la recherche au CNRS qui aboutira au séminaire de Gif-sur-Yvette de juillet 1973, que les réformes de structure de l'organisme avec le rapport Bernard de novembre 1973, ou l'introduction de nouvelles méthodes de gestion avec la rationalisation des choix budgétaires. Ces trois chantiers sont solidaires d'une seule et même logique qui consiste à faire évoluer le CNRS vers une « entreprise de science ». Conformément aux nouvelles orientations de la politique économique, mais aussi dans un contexte inédit de restriction budgétaire, la recherche, même fondamentale, ne peut plus faire l'économie d'une

programmation et d'une planification qui doivent répondre, à terme, à l'obligation de résultats. Ce point de vue sur la crise non dite du CNRS est, ne l'oublions pas, celui d'un administrateur de la science proche du pouvoir. Les états d'âme de la communauté savante du CNRS sont éludés dans ce texte qui les tient pour quantité négligeable. Dans le contexte effervescent de l'après-mai 1968, mais aussi celui plus inquiétant de la nouvelle donne politico-scientifique, les chercheurs sont-ils encore tous aussi « convaincus » du sens de leur action au sein du CNRS ? Ce texte est aussi quelque part le signe avant-coureur d'une incompréhension latente entre la base de la communauté savante et la direction, qui se transformera tout au long des années 1970 en un conflit de plus en plus ouvert, témoin d'une profonde crise d'identité de l'institution.

NOTES

- 1.J.-F. Picard, *La République des savants. La recherche française et le CNRS*, Paris, Flammarion, 1990, p. 231.
- 2.G. Druesne, « Le Centre national de la recherche scientifique », texte manuscrit, 1973, p. 207.
- 3.J.-C. Bourquin, « Le Comité national de la recherche scientifique : sociologie et histoire (1950-1967) », *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, n° 3, Paris, CNRS ÉDITIONS, 1989, p. 135.
- 4.Conférence du 7 juin 1945. Voir M. Bungener et J.-F. Picard, *Le Rôle historique du Comité national au CNRS*, p. 7. G 990001 ART 22.
- 5.J.-F. Picard, *La République des savants...*, op. cit., p. 253.
- 6.Sur cette question voir G. Darmon, « La mise en place des instituts nationaux : la difficile naissance de l'IN2P3 », *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, n° 10, Paris, CNRS ÉDITIONS, 1990, p. 121-135.
- 7.L. Rouban situe à l'année 1969 le passage progressif d'une logique quelque peu épuisée de planification nationale à celle de la contractualisation, substitution qu'il résume par la formule elliptique du passage du « faire » au « faire faire ». Voir L. Rouban, *L'État et la science*, Paris, CNRS ÉDITIONS, 1988, p. 160-161.
- 8.Voir *Entretiens pour les cinquante ans du CNRS*, Hubert Curien, t. 1, <http://picardp1.ivry.cnrs.fr/Curien.htm>
- 9.J. Lombart-Platet, « Les actions thématiques programmées », *Courrier du CNRS*, juillet 1971, n° 1, p. 7.
- 10.Note du 10 novembre 1971. G 990005 DOC ART 5.
- 11.Le volume des crédits accordé aux ATP en sciences humaines est de 1,8 million de francs en 1971 et de 3,2 millions en 1972. Voir C. Morrisson, « Les actions thématiques programmées du CNRS en sciences humaines », *Courrier du CNRS*, n° 4, avril 1972, p. 32.
- 12.La mise en doute du bien-fondé de la recherche fondamentale aux États-Unis aboutit à des enquêtes controversées dont la revue de la DGRST, *Le Progrès scientifique*, a régulièrement rendu compte. Voir C. S. Sherwin et R. S. Isenson, « Le programme Hindsight. Une étude du ministère de la Défense sur l'utilité de la recherche », n° 120, juin 1968, p. 44 ; « La recherche scientifique aux États-Unis. L'impact de la recherche

fondamentale et de la recherche appliquée sur le progrès technologique (les rapports Hindsight et Traces) », n° 133, septembre 1969, p. 23.

13. Au terme de cette problématique émerge au début des années 1970 le concept de sciences pour l'ingénieur. Voir G. Ramunni, *Les Sciences pour l'ingénieur. Histoire du rendez-vous des sciences et de la société*, Paris, CNRS ÉDITIONS, 1995, p. 21.

14. OCDE, *Science, croissance et société*, 1971, p. 72.

15. Voir *Entretiens...*, *op. cit.*

16. « Le CNRS et Hubert Curien de 1969 à 1973 », *La Revue pour l'histoire du CNRS*, n° 1, novembre 1999, p. 78.

17. Les auteurs s'interrogent cependant sur les inconvénients d'un tel système qui ne manqueraient pas de se poser pour des laboratoires propres dont l'objet de recherche se situe sur le long terme. Aussi envisagent-ils plus prudemment de distinguer deux catégories de laboratoires propres. Voir « Groupe d'étude sur le fonctionnement du Comité national », 1973, p. 25-26. G 990001 ART 22.

18. J. Lautman, « L'évaluation au CNRS », *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, n° 10, Paris, CNRS ÉDITIONS, 1990, p. 13.

19. G. Druesne reprend les données du Commissariat général au Plan fondées sur la DBRD qui, outre les dépenses de R & D exécutées sur le territoire national, intègre en plus les flux financiers existant entre la France et l'étranger.

INDEX

Mots-clés : CNRS, ATP, comité national, recherche, rapport d'activité, autobiographie, organisme, organisation, organe exécutif, actions thématiques programmées

AUTEUR

BRUNO MARNOT

Bruno Marnot, agrégé et docteur en histoire, est maître de conférences en histoire contemporaine à l'université de Bordeaux 3 Michel de Montaigne. Il a publié récemment en collaboration avec D. Barjot, E. Anceau et I. Lescent-Giles, *Les entrepreneurs du Second Empire*, Paris, Publications de Paris-Sorbonne, 2003.